

Conseil d'administration 06-2024 du 28 novembre 2024

Point « Bilan annuel des conventions-cadres partenariales »

Délibération n° 2024-25 du 28/11/2024

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu les articles L. 1231-1 à L. 1233-6 et R. 1231-1 à D. 1233-30 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu la note de présentation.

A la majorité des membres présents ou suppléés, décide :

d'approuver le bilan des conventions passées avec l'Etat et les établissements publics mentionnées à l'article L. 1233-3 du code général des collectivités territoriales annexé à la présente délibération.

Fait à Paris, le 28/11/2024

Le président du conseil d'administration



Christophe BOUILLON

Bilan annuel des conventions cadres entre l'ANCT et ses opérateurs partenaires pour 2023-2027

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et l'Etat ont conclu des conventions pluriannuelles avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), le Centre d'études et d'expertise sur les risques l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) et la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Les premières conventions cadres ont été signées en septembre 2020, année de création de l'ANCT, puis ont été renouvelées le 22 novembre 2023. Il est proposé un bilan synthétique de leur mise en œuvre après un an.

Actions transversales

PARTICIPATION COMMUNE A DES EVENEMENTS

Les échanges sont réguliers et multi-thématiques avec les partenaires, lesquels sont invités à tous les événements. Notamment en juin 2024, l'ANCT a organisé un « ANCTour » régional en Occitanie auquel l'ensemble des partenaires a participé.

Dans le cadre de l'organisation des forums locaux de l'ingénierie, les partenaires ont été invités à participer aux forums organisés par les délégués territoriaux de l'ANCT. Ils ont également été invités à décliner leur offre dans les cartographies de l'ingénierie départementales réalisées au sein de chaque département.

Bilan spécifique par opérateur

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS / BANQUE DES TERRITOIRES

La CDC poursuit son engagement en faveur des programmes de l'ANCT tels que Territoires d'industrie, Action cœur de ville, Petites villes de demain et France Services. En 2024, avec le lancement opérationnel du programme Villages d'avenir, la CDC a réalisé la formation des chefs de projet. Elle a également mis en place le service RURAL CONSULT en contribution au plan France Ruralités.

La CDC poursuit également son engagement dans Avenir Montagne, avec un engagement aux côtés de l'ANCT sur les sujets montagne.

Sur l'année, la CDC a participé à plusieurs Fabriques prospectives. Son rôle est de participer en amont (échange sur le cahier des charges, proposition de territoires à accompagner, prestataires) et aux séminaires intersites ou locaux qui sont organisés avec les territoires accompagnés. De plus, certaines fabriques prospectives ont été cofinancées par la CDC.



- Fabriques prospectives auxquelles la CDC a participé : « Cohésion sociale et transitions dans les QPV en renouvellement urbain » / « Quels services numériques en faveur de la biodiversité dans les territoires »
- Fabriques prospectives auxquelles la CDC a participé et qu'elle a cofinancées : « Attractivité des métiers et des compétences industriels / « Comment faire des ZAE situées en entrées de ville un facteur de transition écologique ? » / « Comment financer les projets de transitions écologique dans les territoires ? ».

ADEME

Dans le cadre de la territorialisation de la transition écologique, l'ADEME a piloté, au sein de chaque région, des réunions régionales des partenaires auxquelles les chargés de mission territoriaux de l'ANCT ont participé et décliné le travail commun sur le référentiel ingénierie.

Depuis le mois de juin 2024 et sur un rythme désormais trimestriel, les directeurs régionaux de l'ADEME adressent aux préfets de département, délégués territoriaux de l'ANCT, la liste des dossiers en cours d'instruction, y compris France 2030. Ceux-ci peuvent ainsi mieux percevoir l'activité de l'ADEME dans le département et soulever des questions sur des bénéficiaires ou sur des projets soutenus.

Afin d'accroître les synergies et la complémentarité des offres, un certain nombre d'actions ont été réalisées :

- Valorisation de l'ANCT et de son rôle dans la vidéo projetée¹ au grand défi organisé par l'ADEME
- Partenariat technique et financier pour élaboration d'un guide² à destination des collectivités et de leurs accompagnants pour mobiliser, outiller et éclairer sur des trajectoires et scénarios de neutralité carbone cohérents avec les scénarios « Transition(s) 2050 » de l'ADEME et « Futurs énergétiques 2050 » de RTE pour le mix électrique
- L'ANCT a intégré la gouvernance du programme Territoire Engagé Transition Ecologique avec la participation au premier COPIL national
- Poursuite de la mise en place des Contrats d'objectifs territoriaux (COT) : depuis 2020, 221 COT ont été mis en place pour accompagner le déploiement de 221 CRTE, permettant ainsi de les inclure dans le programme Territoire Engagé Transition Ecologique (cf. *carte en annexe*).
- Également, l'ANCT a été associée localement à des démarches comme TACCT ou « Plus fraîche ma ville » ou à des dispositifs innovants comme eXtreme défi (notamment celui sur la bioéconomie)
- Soutien des dispositifs ADEME aux communes des programmes ACV et PVD :
 - Depuis 2020, 433 M€ de soutien ADEME à toutes les cibles (privés/publiques) des territoires ayant des villes ACV, dont 54,1 M€ à date depuis début 2024
 - Depuis 2020, 344 M€ de soutien ADEME aux cibles EPCI/villes sur des territoires ayant des communes PVD, dont 46,4 M€ à date depuis début 2024
- Poursuite de la formation dans les communes PVD : au sein de 58 communes PVD, 700 personnes (élus ou techniciens) ont suivi au moins une journée de formation de l'ADEME (sur les cinq dernières années)

¹ https://youtu.be/srCy8MRH_2Q?si=DQAHaJToA6S_gQqu

² Le guide a été publié en juin 2024 sur le site de l'ANCT et de l'ADEME : [Guide ANCT/ADEME pour la décarbonation des territoires - La librairie ADEME](#)





- Mesures de soutien aux Territoires d'industrie, opérées par l'ADEME dans le cadre du fonds vert, par convention avec les préfets de région.
- Participation de l'ADEME aux Fabriques prospectives de l'ANCT :
 - Participation aux échanges (sur le cahier des charges, proposition de territoires à accompagner, prestataires) et aux séminaires intersites ou locaux organisés avec les territoires accompagnés des fabriques : « Télétravail et villes moyennes : quelles mutations ? » / « Cohésion sociale et transitions dans les QPV en renouvellement urbain » / « Comment faire des ZAE situées en entrées de ville un facteur de transition écologique ? » / « Quels services numériques en faveur de la biodiversité dans les territoires » / « Comment financer les projets de transitions écologique dans les territoires ? »
 - Participation et cofinancement de la fabrique « Comment renforcer les mobilités actives dans les villes petites et moyennes ? ».

CEREMA

L'ANCT a participé via ses chargés de mission territoriaux à l'ensemble des Comités d'orientation régionaux (COR) du Cerema.

Sur l'année 2024, l'ANCT et le Cerema ont décliné plusieurs actions du partenariat notamment :

- La mise en place des accompagnement thématiques des communes lauréates du programme Action cœur de ville via quatre conventions spécifiques sur les thèmes de la mobilité, l'adaptation au changement climatique, la sobriété foncière, la nature en ville.
- La feuille de route ingénierie 2024 prévoit que le Cerema réalise des accompagnements des territoires à la demande de l'ANCT. L'enveloppe annuelle de nombre de jours d'intervention minimum du Cerema est fixée à 800 jours/homme. Au 3^{ème} trimestre, 78 % de cette enveloppe est déjà réalisée.

Le Cerema se mobilise dans le cadre du programme PVD sur deux volets :

- La participation au dispositif de formation des chefs de projets ;
- l'accompagnement sur mesure des collectivités, sous la forme d'expertises flashes ou de missions d'AMO dans ses domaines d'expertises. Les principales thématiques des 220 missions réalisées par les Directions Territoriales du Cerema, concernent les mobilités, la construction du projet de territoire avec notamment une dimension participative, l'aménagement des espaces publics, l'aménagement durable, la gestion énergétique des bâtiments, la nature en cœur de bourg, la sobriété foncière à l'appui d'Urbansimul et d'Urbanvitaliz, la résilience des territoires...

En 2024, le Cerema a engagé (convention signée) une vingtaine de missions, correspondant à 650 jours homme et un financement de 320 000 € par le Cerema.

En 2023, le Cerema a engagé une quarantaine de missions, correspondant à 618 jours homme et un financement de 300 000 € par le Cerema.

La Direction Territoires et ville est mobilisée sur les missions de pilotage/coordination du programme PVD à hauteur de 40 jours en 2023 (40 000 €) et 30 jours (30 000 €) en 2024.

Dans le programme Avenir Montagnes ingénierie, le Cerema se mobilise en faveur d'une dizaine de territoires lauréats pour leur apporter des prestations d'ingénierie sur des expertises ciblées ou transversales en matière de développement touristique durable.





Pour les années 2023 et 2024, le Cerema a réalisé respectivement 90 « jours homme » financés à hauteur de 54 000 € par le Cerema, et 80 « jours homme » financés à hauteur de 48 000 € par le Cerema.

L'engagement dans le programme Avenir Montagne Ingénierie va se poursuivre en 2025 à hauteur de 23 jours homme financés à hauteur de 13 800 € par le Cerema.

Le programme Avenir Montagne Mobilités a fait l'objet d'une convention ANCT-Cerema signée en 2022, les 500 jours d'accompagnement individuel et collectif s'étalant sur toute la durée du projet, soit jusqu'en 2025 et sont financés à hauteur de 50% par le Cerema.

L'ordre de grandeur de répartition des jours est le suivant : 100 jours (en 2022), 140 jours (2023), 160 jours (2024), 100 jours (2025).

L'intervention du Cerema comprend :

- 25 territoires accompagnés individuellement sur différents types de projets : planification et stratégie (PdMS, schéma des mobilités), services de mobilité ;
- 2 sessions d'accompagnement collectif (1 par levée des lauréats), auxquels ont été conviés les 100 lauréats d'Avenir Montagne Mobilités, soit 24 ateliers en visio (d'une durée moyenne de 2h). Il s'agissait d'ateliers thématiques animés par les experts du Cerema (Dter et Dtec TV). Ces sessions sont terminées ;
- 2 webinaires thématiques à destination de tous les lauréats Avenir Montagne Mobilités mais auquel ont aussi été conviés les lauréats Avenir Montagne Ingénierie :
- sur le tourisme en 2023 ;
- sur la participation en 2024 ;
- 1 café des lauréats mensuel (échange « libre » en visio d'une durée d'une heure) ;
- 1 communauté dédiée sur Expertises-Territoires.

A venir : Organisation, en lien avec le commissariat du massif central, d'une rencontre des lauréats Avenir Montagne Mobilités dans le cadre du sommet des mobilités territoriales durables organisé par Orbimob à Clermont-Ferrand (20-22 novembre 2024).

En parallèle et en s'appuyant sur l'expérience d'Avenir Montagne Mobilités, un travail de capitalisation est en cours, avec pour objectif une publication en 2025. Point d'étape de ce travail, un « Rdv Mobilités » sur la mobilité en zone de montagne est prévu le 12 décembre.

Sur l'année 2024, le Cerema a participé à trois Fabriques prospectives : « Comment faire des ZAE situées en entrées de ville un facteur de transition écologique ? » / « Quels services numériques en faveur de la biodiversité dans les territoires » / « Comment renforcer les mobilités actives dans les villes petites et moyennes ? ». Son rôle est de participer en amont (échange sur le cahier des charges, proposition de territoires à accompagner, prestataires) et aux séminaires intersites ou locaux qui sont organisés avec les territoires accompagnés.

ANAH

Plusieurs axes de coopération ont été identifiés dans la convention, notamment :

- Les enjeux de revitalisation des collectivités lauréates des programmes de l'ANCT

Maintenir une forte contractualisation entre les collectivités lauréates et l'Anah au travers des dispositifs programmés de l'Anah et en premier lieu les OPAH-RU pour permettre aux collectivités d'intervenir sur l'habitat privé en centre ancien et mobiliser les aides de l'Anah :





ACV : 164 OPAH-RU en cours en 2024

PVD : 446 opérations programmées en cours en 2024

Mobilisation des aides :

ACV : 1 734 M€ engagés dans les communes ACV depuis le lancement du programme dont 478 M€ engagés dans les OPAH / OPAH-RU / OPAH copropriétés dégradées. 262 174 logements financés

PVD : 1 748 M€ de subventions engagées et 338 000 logements financés

- L'amélioration de la qualité des logements dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville notamment en apportant une meilleure connaissance de l'habitat privé

L'Anah met à disposition des collectivités des outils en ligne afin d'améliorer leur connaissance du parc de logement : <https://memento-habitat-prive-anah.hub.arcgis.com/>

Par ailleurs en tant que teneur du Registre National d'Immatriculation des Copropriétés, l'Anah met à disposition des professionnels et des collectivités des données précises à l'échelle de chaque copropriété. La mobilisation de ces données doit venir alimenter les outils de suivi des collectivités et les aides à définir leurs orientations en matière d'intervention sur le parc de logement.

- Le financement d'études et l'animation de réseau de collectivités sur le volet habitat privé

L'Anah finance les collectivités pour la mise en œuvre d'études que ce soit au travers de diagnostic, d'étude pré opérationnelle d'OPAH et d'évaluation.

L'Anah finance également les opérateurs recrutés par les collectivités et en charge du suivi animation des dispositifs de l'Anah (OPAH-RU et Pacte territoriaux). Ces financements en animation sont complétés par le financement des chefs projet en charge du pilotage.

ACV : 191 chefs de projets financés pour 19,2 millions d'euros

PVD : 275 chefs de projets financés pour 12,1 millions d'euros

PVD : 363 études pré-opérationnelles engagées (dont 15 en 2024)

- Bilan des France Services

L'Anah a validé lors de son CA d'octobre 2023 un partenariat avec France Services afin d'appuyer les ménages éloignés du numérique et de l'administration dans leurs demandes d'aides à la rénovation de leur logement. Ce partenariat vient compléter et enrichir l'offre de service à destination des ménages souhaitant bénéficier des aides de l'Agence.

Depuis janvier 2024, 2 750 espaces France Services assistent ainsi les ménages dans la préparation de leur dossier de rénovation de logement (création de compte, appui au dépôt numérique de demande d'aide et de demande numérique de solde pour Ma Prime Renov' rénovation par geste, assistance au démarrage d'un dossier Ma Prime Adapt', orientation vers France Renov'). A ce jour, plus de 60 000 appuis aux ménages ont été réalisés par les conseillers France Services.

Pour ce faire, des formations à destination des 7 700 agents de France services ont été organisées depuis fin





2023 et au cours de l'année 2024 par l'Anah. Elles sont complétées par une animation nationale régulière et une mallette documentaire à disposition des conseillers. Localement, la coordination entre France Services et France Renov' se structure. Des pratiques de coopération sont déjà bien installées dans certains départements avec notamment des permanences France Renov' organisées dans les France Services et des temps d'animation partagés. Dans d'autres territoires, ces pratiques se mettent en place progressivement.

ANRU

En 2024, le partenariat s'est traduit par ces principaux chantiers :

- La démarche quartiers résilients : l'ANCT a participé aux trois comités d'engagement qui se sont échelonnés sur 2023-2024 et qui ont permis de valider la programmation des 49 projets lauréats. Un bilan est en cours de consolidation par l'ANRU ;
- La mission sur le futur du renouvellement urbain : la direction générale de l'ANCT a été auditionnée afin de nourrir les réflexions sur cette mission au regard des politiques publiques portées par l'Agence et dépassant le cadre de la politique de la ville (Action Cœur de ville, Petites Villes de demain...). Le rapport final n'a pas encore été transmis à l'ensemble des partenaires ;
- La participation de l'ANRU aux « Fabriques prospectives » :
 - o « Cohésion sociale et transitions dans les QPV en renouvellement urbain » cofinancée avec Action Logement dont le livrable sortira pour 2025 ;
 - o « La nature dans les quartiers prioritaires » ;
 - o « Comment renforcer l'accessibilité à une alimentation durable et de qualité pour tous dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ? » ;
- La participation de l'ANCT à la finalisation du guide « intégrer les enjeux de sûreté dans les projets de renouvellement urbain » dans la continuité des travaux engagés en 2022 et d'un Comité de pilotage national animé par l'ANRU et dans lequel elle a intégré l'ANCT ;
- La participation de l'ANCT à la journée « Jeunesse et réussite éducative » organisée par l'ANRU le 19 mars 2024, journée venue clôturer les travaux du réseau « éducation et renouvellement urbain » copiloté par l'ANRU avec l'ANCT (coordination des Cités éducatives) et la DGESCO du ministère de l'Education nationale ;
- L'ANCT participe également à un nouveau groupe de travail lancé en octobre 2024 et réunissant des partenaires nationaux, des représentants de l'Etat local, des collectivités locales sur la thématique des projets de gestion en NPNRU. L'ANCT avait collaboré à l'élaboration du premier guide qui fait l'objet d'une refonte.

Plus spécifiquement, en matière de développement économique et d'emploi :

- le travail commun (avec la Banque des Territoires) sur l'expérimentation quartiers productifs sur lequel un bilan a été produit en 2023 ;
- l'ANRU a participé à la journée Associations organisée pour les associations emploi, développement économique le 19 septembre ;





- L'ANCT participe au séminaire du 20 novembre sur l'ESS ;
- L'ANCT a participé aux groupes de travail Commerces et au GT Emplois verts et verdissants pilotés par l'ANRU.

De façon générale, les comités d'engagement auxquels participe l'ANCT ont connu un ralentissement en 2024 compte tenu de la finalisation des contractualisations pour les projets de renouvellement urbain d'intérêt nationaux. Sur les 480 QPV éligibles au NPNRU, un projet est localement porté pour 448 QPV dont 446 disposent d'une convention signée ou en cours de signature (+24 depuis le 1^{er} janvier 2024).

Enfin, des échanges nourris ont régulièrement cours entre le pôle Analyse et diagnostics territoriaux de l'ANCT et le pôle Réglementation, évaluation et prospective de l'ANRU, tant pour enrichir les travaux d'observation-évaluation dans les QPV dans leur ensemble, que pour alimenter la démarche d'évaluation du PNRU aboutie en 2024 ainsi que les chantiers engagés par l'ANRU en vue de permettre le suivi-évaluation des politiques de renouvellement urbain (ex : typologie des quartiers). L'ANRU participe au comité d'orientation de l'ONPV et l'ANCT est membre du comité de suivi des programmes de l'ANRU.

L'ANCT et l'ANRU sont copilotes aux côtés de l'USH d'un groupe de travail animé par France Villes et territoires durables pour plus de résilience dans les QPV. Ces travaux, destinés à produire une boîte à outils opérationnelle sur la mise en place d'actions résilientes, ont débuté à la rentrée 2024 et se termineront courant 2025.

Enfin, de manière générale, les six partenaires ont participé aux réunions du Comité national de coordination organisées en 2024. Les principaux sujets abordés étaient l'ingénierie et les interventions en outre-mer.



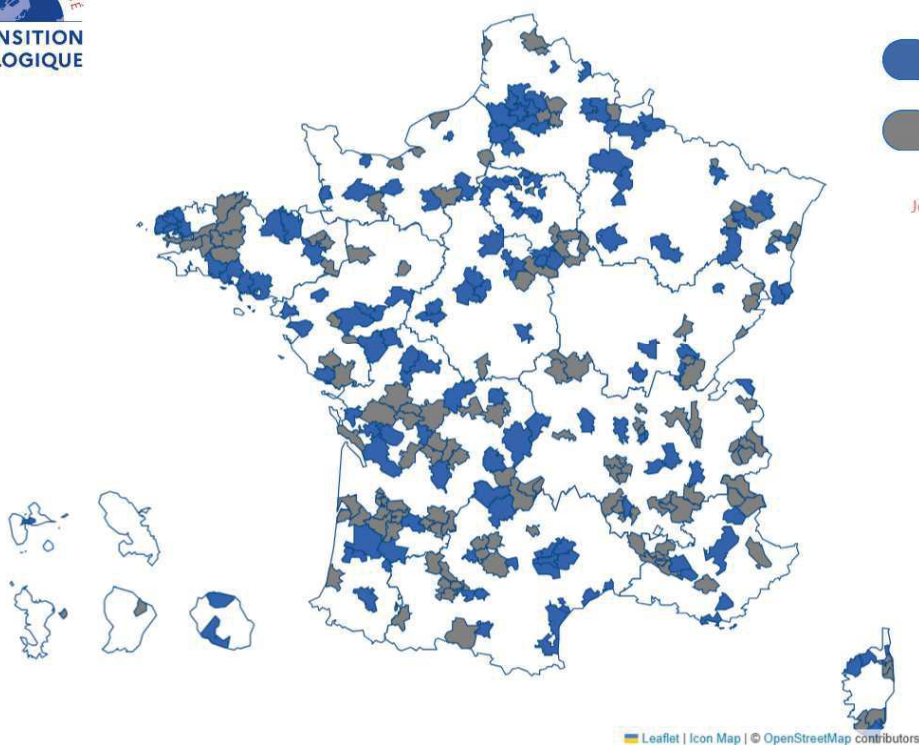


ANNEXE

CONVENTION-CADRE ANCT – ADEME – Carte des COT labélisés et non labélisés



Programme Territoire Engagé Transition Écologique



Actualisé le :
06/11/24

